



ÉTAT DES LIEUX DE LA BIODIVERSITÉ

Cultures d'ylang-ylang - Julie Louvel, ACK International



14% des espèces
de mammifères sont
endémiques



15% des espèces
de plantes sont
endémiques



30 à 60%
de taux d'endémisme
chez les insectes



21 espèces
d'oiseaux endémiques



-23% de la superficie
de forêts naturelles
entre 1990 et 2020

L'Union des Comores rassemble Grande Comore, Anjouan et Mohéli, 3 des 4 îles de l'archipel des Comores, situé à environ 300 km des côtes de l'Afrique orientale. Mayotte, qui est la quatrième île de l'archipel, est française. Le relief des îles est très accidenté avec un **climat de type tropical humide**, sous influence océanique. Le territoire abrite trois grands types d'écosystèmes: des écosystèmes terrestres formés principalement de forêts denses et humides localisées sur les massifs des trois îles, des écosystèmes lacustres et des écosystèmes marins et côtiers (mangroves, récifs coralliens, plages et îlots, herbiers, grottes sous-marines).

INDICATEURS DE DÉCLIN DE LA BIODIVERSITÉ

Espèces endémiques par catégories IUCN

Catégories IUCN	Nombre d'espèces endémiques	Nombre d'espèces totales	% d'espèces endémiques
Eteinte au niveau mondial	0	0	0 %
Eteint à l'état sauvage	0	0	nd
En danger critique	4	11	36 %
En danger	8	68	12 %
Vulnérable	7	36	19 %
Quasi menacé	10	1923	1 %
Préoccupation mineure	1603	4580	35 %
Donnés insuffisantes	14	98	1 %

Indices de perte d'habitats



Coelacanth - Getty Images

Parmi les espèces en danger critique figurent la **tortue verte**, menacée notamment par les activités de braconnage, ainsi que le **coelacanth**, qui niche dans les grottes sous-marines du sud de la Grande Comore et dont l'espèce comptabilise environ 400 individus.

Les Comores ont vécu **une période d'intense déforestation au cours des années 70 et 80** au bénéfice du développement des cultures vivrières. Entre 1973 et 1983, Anjouan a perdu 5 950 ha de forêt contre 5 000 ha à la Grande Comore et 1 800 ha à Mohéli. La déforestation s'est poursuivie au cours des décennies suivantes. Anjouan est l'île la plus affectée, notamment à travers la **dégradation du Parc national du Mont Ntringui**. Les défrichements sur les pentes provoquent la raréfaction des cours d'eau ainsi que l'érosion et l'appauvrissement des sols.

QUELS SONT LES FACTEURS DE PERTE DE BIODIVERSITÉ ?



Espèces envahissantes

Des espèces envahissantes, tels le goyavier de Chine et le martin triste, elles menacent les espèces indigènes. Toutefois, le manque de suivi rend leur impact difficile à évaluer. En 2004, la FAO recensait 16 espèces exotiques envahissantes ligneuses. L'une des principales problématiques reste l'absence de données sur la présence et l'évolution de ces espèces.



Changement climatique

Le changement climatique constitue une menace majeure. La vulnérabilité des populations accentue les pratiques non durables, aggravant l'appauvrissement des ressources naturelles et fragilisant la biodiversité, faute de capacités d'adaptation suffisantes.



Changement utilisation des terres / mers

La déforestation et le défrichement pour l'extension des terres cultivables sont les principales causes de la dégradation de la biodiversité. La pression démographique, l'absence de planification territoriale et les lacunes législatives amplifient ce phénomène incontrôlé.



Pollution

L'absence de système efficace de collecte des déchets et d'assainissement en milieu urbain pose un problème majeur. S'y ajoutent les déchets industriels et agricoles, menaçant aussi bien la biodiversité terrestre que marine.



Surexploitation des ressources

La surexploitation des ressources naturelles ne se limite pas aux forêts : le littoral est aussi impacté par la surpêche et l'extraction anarchique de matériaux. Le prélèvement illégal de sable menace les sites de ponte des tortues et a déjà conduit à la disparition de nombreuses plages. Le braconnage (ex : des tortues vertes) accentue encore la perte de biodiversité.

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Insécurité foncière
Législation obsolète et peu appliquée
Forte vulnérabilité des populations
Forte croissance démographique
Chômage des jeunes
Densité de population très élevée
Développement urbain
Demande croissante en énergie

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CLÉS

Cultures d'exportation (ylang, girofle)

Agriculture vivrière

Pêche

FACTEURS DIRECTS DE PERTE DE LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation des
ressources
naturelles



Changement
climatique



Changement
d'utilisation des
terres / mers



Pollution



Espèces
exotiques
envahissantes



FACTEURS INDIRECTS DE DÉGRADATION DE LA BIODIVERSITÉ



**Surexploitation
des ressources
naturelles**

Feux

Braconnage

Techniques de pêche non
durable et surpêche

Extraction illégale de sable
et de galets

Extraction abusive des
scories

Coupe anarchique de bois
(bois d'œuvre et de chauffe)

Accroissement des cultures
sur pente



Changement climatique

Sécheresses

Inondations et cyclones

Modification et altération des
habitats naturels

Augmentation des températures

Élévation du niveau de la mer



**Changement d'utilisation
des terres / mers**

Défrichement pour l'agriculture
ou les pâturages

Feux de brousse et incendies

Déforestation intense



Pollution

Décharges sauvages et
décharges à ciel ouvert

Brûlage à ciel ouvert des
macrodéchets

Rejets des eaux usées
domestiques et des
polluants agricoles et
industriels

Pollution des cours d'eau
par les pratiques
domestiques (lessive)



**Espèces exotiques
envahissantes**

Absence de stratégie
nationale de lutte contre
les espèces
envahissantes

Pression sur les habitats
et les ressources des
autres espèces

Manque de sensibilisation
de la population

Manque de connaissances
sur les espèces
envahissantes et leur
progression

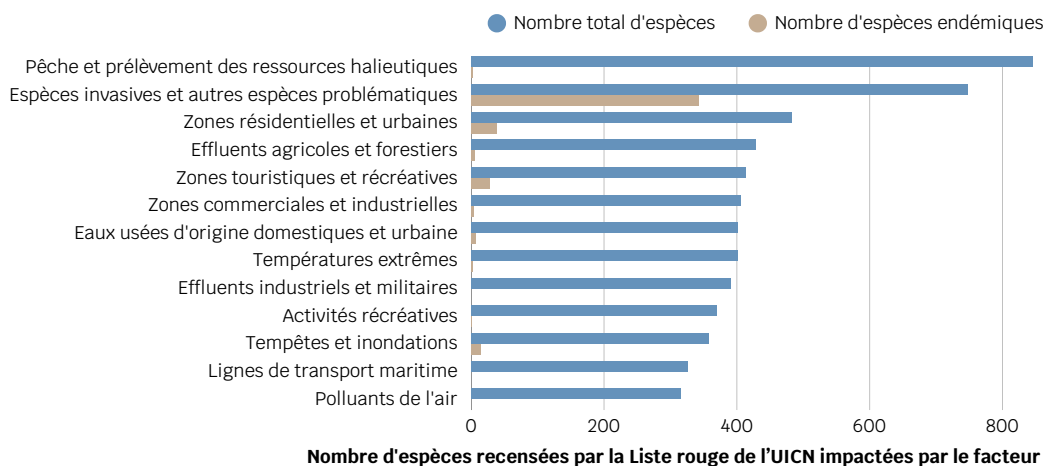
HIÉRARCHISATION DES FACTEURS DE PERTE DE LA BIODIVERSITÉ

La **déforestation**, qui découle de la coupe de bois anarchique et des pratiques agricoles qui épuisent les sols, constitue la principale menace qui pèse sur la biodiversité. A cela s'ajoutent la **surpêche** et l'**extraction incontrôlée de matériaux** sur le littoral. 57% des terres arables sont dégradées aux Comores.

Les impacts du **changement climatique**, encore mal connus, constituent une véritable bombe à retardement pour la biodiversité.

De nombreuses espèces envahissantes sont observées aux Comores, mais **l'ampleur du phénomène est malheureusement inconnu par manque de données**. Les espèces recensées par l'UICN sont encore peu nombreuses et les données restent parcellaires et largement incomplètes.

Principaux facteurs de perte de la biodiversité aux Comores



CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES MARQUANTES



3% / an
Taux de croissance



PIB par habitant :
3 589 €



1,805 million € / an
coût de la déforestation



IDH : 0,586



407 habitants/ km2
707 habitants /km2
(Anjouan)

L'économie des Comores repose principalement sur l'**agriculture** et le **commerce**. L'agriculture est le premier secteur économique du pays en termes de produit intérieur brut (PIB), occupant **70,4% des terres**. Associée à la foresterie et à la pêche, elle représente **36,7% du PIB** et emploie **34% de la population active**. Outre la production vivrière, trois principales cultures de rente sont produites aux Comores: l'**ylang-ylang**, la **vanille** et le **clou de girofle**.

Le commerce joue un rôle central, structurant les échanges et soutenant une grande partie de l'activité économique locale. L'**industrie reste peu développée** sur les trois îles, rendant la consommation de biens manufacturés quasi exclusivement dépendante des importations. Outre le déficit commercial engendré, la croissance de la demande en biens importés se heurte à des contraintes d'approvisionnement, ainsi qu'à des freins à l'entrepreneuriat et à l'investissement locaux, limitant l'émergence de filières locales.

Par ailleurs, la **diaspora comorienne** joue un rôle essentiel dans le maintien du pouvoir d'achat des habitants grâce aux transferts de fonds envoyés aux familles et aux proches.

GRANDS ENJEUX POUR LE SECTEUR PRIVÉ EN LIEN AVEC LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation des ressources

La **pêche**, l'**agriculture** et la **récolte de bois énergie** sont vitales pour de nombreux Comoriens mais menacent la biodiversité. Le bois, principal combustible domestique et utilisé pour la distillation de l'ylang-ylang, provient en grande partie du **goyavier de Chine**, espèce envahissante prisée pour sa qualité. Cependant, des espèces indigènes sont aussi exploitées, aggravant la pression sur les écosystèmes.



Le Plan Comores Emergent 2030

Trois des cinq piliers du développement économique des Comores reposent sur la préservation des écosystèmes et de la biodiversité : le **tourisme**, l'**économie bleue** et l'**agriculture**. Ces secteurs sont au cœur du Plan Comores Émergent 2030. Le développement des activités dans ces secteurs aura à la fois des impacts et des dépendances fortes vis-à-vis de la biodiversité au cours des prochaines années.



Tourisme

Le potentiel touristique des Comores est **exceptionnel, mais le secteur reste peu développé**. Le pays peut encore marquer sa spécificité parmi les différentes destinations de l'océan Indien, développer son offre d'hébergement et d'activités, tout en veillant à la préservation de ses écosystèmes, à travers l'écotourisme et la promotion d'activités touristiques durables.



Agriculture

L'agriculture, **premier contributeur au PIB et secteur essentiel de revenus** aux Comores, est menacée par la dégradation des terres arables. Cette détérioration impacte des services écosystémiques clés, comme la purification de l'eau et la régulation des inondations. Les pertes économiques liées à l'érosion des sols, sont estimées à 240 millions € par an, réduisant de 18% la valeur des services écosystémiques (Banque Mondiale, 2023).

Dépôt sauvage, Comores - Julie Louvel, ACK International

LE SAVIEZ-VOUS ?

La lutte contre les espèces envahissantes est un enjeu qui dépasse les frontières : ainsi, de 2012 à 2028, le **projet InvaZiles** a réuni des acteurs des Comores, des Seychelles et de Maurice pour collecter et renforcer les connaissances sur les espèces exotiques envahissantes et leurs impacts, et développer la coopération pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes dans la région.



INITIATIVES ENGAGÉES POUR LA BIODIVERSITÉ SUR LE TERRITOIRE



Anjouan, Comores - Getty Images

A Anjouan, l'**ONG Dahari** s'est fixée comme objectif de **restaurer 1 000 hectares de forêts** d'ici 2027 et de parvenir à préserver 1/3 des forêts anjouanaïses, en signant des **accords individuels de partenariat avec les agriculteurs locaux** qui opèrent dans les hauts plateaux, zones clés de l'île en terme de biodiversité.

Ces accords prévoient des **paiements pour services environnementaux** aux agriculteurs participants en échange de l'engagement de ces derniers à mettre leur terre en jachère et ainsi permettre qu'elle se régénère. Ils intègrent également un **volet de reboisement** dans lequel les agriculteurs sont impliqués et participent à la sélection des espèces à replanter, parmi des espèces d'arbres non invasives.

A Mohéli, depuis 2022, l'**association Noé** intervient afin de lutter contre les dégradations forestières au sein du **Parc national de Mohéli**, en étroite coopération avec les populations. En 2023, Noé a soutenu 10 projets de reboisement communautaires et a appuyé la sensibilisation locale d'une centaine d'écoliers de Mohéli.

LA GOUVERNANCE RELATIVE AUX ENJEUX DE BIODIVERSITÉ



Quelles approches en matière de gouvernance nationale ?

Les Comores ont récemment lancé le processus de mise à jour de la **Politique nationale de l'Environnement** et de la **loi-cadre relative à l'Environnement**, qui dataient respectivement de 1993 et 1994 et qui sont des instruments clés du cadre politique et législatif de la gestion de l'environnement. **Seules quelques espèces font l'objet d'une protection légale aux Comores** : coelacanthé, tortues marines, lémur, coquillages et coraux. Les textes en vigueur pour la chasse, la pêche et l'exploitation forestière nécessiteraient quant à eux d'être mis à jour.

La **loi sur la gestion des forêts** de 2012 constitue un régime de mise en valeur et de conservation durable des ressources forestières, toutefois la loi n'a pas été finalisée et les textes existants sont insuffisants pour encadrer la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts et d'orientations de préservation.

En outre, il n'existe actuellement **aucun cadre pratique et opérationnel** ni système de contrôle pour la récolte du bois, et aucune structure administrative n'est habilitée à surveiller cette activité. L'**absence de législation foncière** et de schéma d'aménagement du territoire à Anjouan et Grande Comore (et en cours d'élaboration à Mohéli) vient s'ajouter aux difficultés institutionnelles qui se dressent pour assurer un encadrement adéquat des ressources et de la biodiversité forestières.



Aires protégées

La première aire protégée en Union des Comores est le **Parc Marin de Mohéli**, créé en 2001. La gestion du Parc Marin est participative, en cogestion avec les communautés riveraines. L'île de Mohéli a été classée réserve de la biosphère en 2020. Un réseau d'aires protégées terrestres a également été mis en place à Ngazidja et à Anjouan, à la suite de l'adoption d'une stratégie d'expansion des aires protégées en 2017. Le Parc National du Mont Ntringui d'une superficie de 11 700 ha en fait partie. Il représente **28% de la superficie totale d'Anjouan** mais les pratiques d'exploitation illégale des ressources et les dégradations se poursuivent sur son territoire.

Une **loi sur le système national des aires protégées** (n° 18-005/AU, 2018) a été adoptée, ainsi que le **décret présidentiel sur les aires protégées** (n° 19-129/PR, 2019), toutefois, à l'heure actuelle, les aires protégées **peinent à se concrétiser en pratique**. Seul le Parc national de Mohéli est opérationnel, appuyé par des projets successifs.

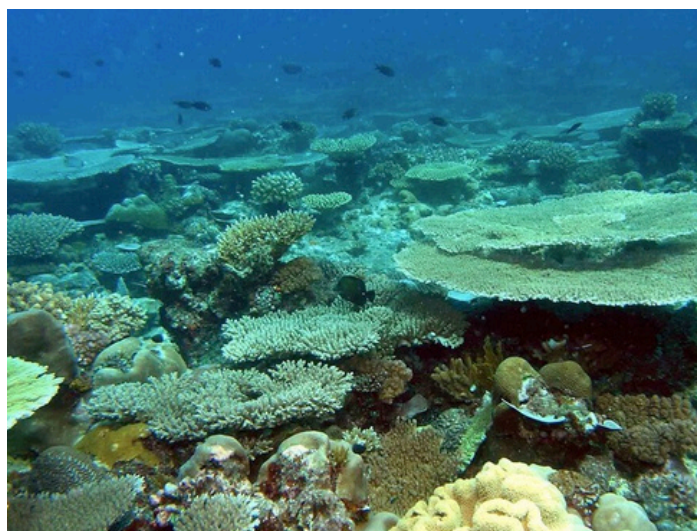


Quelles actions et engagements au niveau international ?

L'Union des Comores a ratifié en 1994 la **Convention sur la Diversité Biologique** qui vise à conserver la diversité biologique, à promouvoir l'utilisation durable de ses éléments et à encourager le partage équitable des avantages.

Le pays a également ratifié plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement la même année, notamment la Convention Cadre des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (**CCNUDL**), la Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (**CITES**), la Convention sur les Zones Humides d'Importance Internationale, particulièrement comme Habitats des Oiseaux Aquatiques (**Convention RAMSAR**) et la Convention régionale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'océan Indien occidental (**Convention de Nairobi**).

La **mise en œuvre** de ces différentes conventions au niveau national **présente toutefois d'importantes lacunes**, du fait des faiblesses institutionnelles existantes et du manque de ressources financières.



Parc marin de Mohéli - Par alKomor.com — Wikipédia

POUR ALLER PLUS LOIN

Ressources :

- CEPF, Groupement Conservation International – BIOTOPE – Missouri Botanical Garden – ASITY Madagascar ; Dec 2022 ; Hotspot de Madagascar et des Îles de l'Océan Indien, Profil d'écosystème
- Banque Mondiale Country Environmental Analysis Investing in Natural Capital for Sustainable Development. 2023



Scannez ce QR code pour découvrir l'ensemble des études réalisées sur l'état des lieux de la biodiversité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

flipbook.capbusiness.io/biodiversite/

CONTACTS

Fiche conçue et réalisée dans le cadre du projet "Business for Biodiversity" porté par Cap Business Océan Indien dans le cadre du Programme Varuna Biodiversité

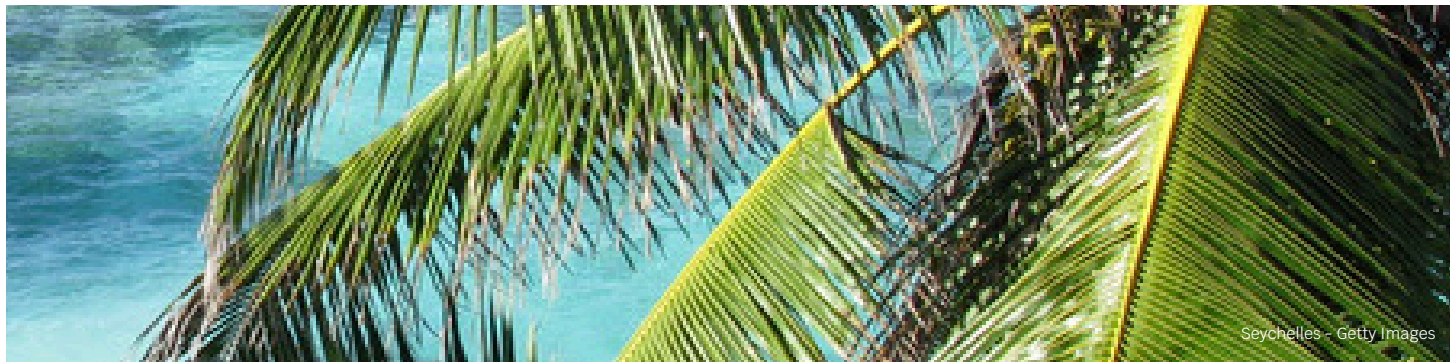
Rédaction et conception : Julie Louvel, Marta Morin-Kasprzyk et Aude Mathieu (ACK International)

Pour plus d'informations, contactez biodiversite@capbusiness.io



RESSOURCES

... Pour aller plus loin



RÉFÉRENCES RÉGIONALES

Biodiversité

- CEPF, Groupement Conservation International – BIOTOPE – Missouri Botanical Garden – ASITY Madagascar ; Dec 2022 ; Hotspot de Madagascar et des Îles de l'Océan Indien, Profil d'écosystème
- Hiérarchisation des facteurs de perte de la biodiversité : <https://www.iucnredlist.org/search/stats>
- WWF Int ; 2017, Relancer l'économie de l'Océan Indien occidental
- Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur du Milieu Marin et Côtier de la Région de l'Océan Indien Occidental. 11^{ème} réunion. Août 2024.
- Biodiversité endémique insulaire face aux changements globaux : état des lieux dans un contexte de conservation. Biodiversité et Ecologie. Université Paris Saclay (COmUE), 2019. Camille Leclerc.
- Liste régionale des plantes invasives des îles de la zone sud-ouest de l'Océan Indien : phase 1 du programme EPBIO OI. 2017. Cirad
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Coraux constructeurs de récifs de La Réunion, de Mayotte et des îles Éparses. 2020. UICN, OFB, Muséum nationale d'histoire naturelle.

Données socio-économiques

- <https://donnees.banquemondiale.org/pays/> (2023)
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/xxx/overview>
- Base de données IDH 2023
- Rapport sur le développement humain 2020 PNUD
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SC/indicateurs-et-conjoncture>
- <https://www.commissionoceanindien.org/nos-plateformes/economie-bleue/>
- Plan d'action régional sur l'économie bleue de la Commission de l'Océan Indien. Mars 2021. Commission de l'Océan Indien.
- Indian Ocean Factsheet. Communicating the Economic and Social Importance of Coral Reefs for Indian Ocean countries. ICRI

Engagements internationaux

- Convention sur la Diversité Biologique <https://dev-chm.cbd.int/secretariat?lg=fr>
- <https://www.ramsar.org/fr>
- <https://cites.org/eng>
- <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>
- <https://whc.unesco.org/fr/convention/>

RÉFÉRENCES SPÉCIFIQUES TERRITORIALES



MADAGASCAR

Biodiversité

- Résumé du tableau de bord environnemental national – TBEN. Février 2019. Office national pour l'environnement.
- BioDev2030-Politiques publiques sectorielles & pression sur la biodiversité. Rapport d'analyse transversale + Secteur(s) : Pêche crevette. 2024. Altaï consulting
- BioDev2030 Fiches Sectorielles Madagascar. WWF Madagascar. 2022. Altaï consulting.
- BioDev2030 – Analyse des moteurs d'érosion de la biodiversité à Madagascar. Rapport d'analyse détaillé des filières de l'or, du maïs et de la pêche crevette industrielle et proposition de trajectoires et plans d'action. Mars 2022. WWF Madagascar.
- BioDev2030 – Résultats du processus de dialogue et des engagements à Madagascar. 2022. WWF Madagascar
- Le capital naturel de Madagascar. WWF Madagascar, Réseau NatCap. 2023 <https://www.natcap.mg/>
- Capital naturel et développement durable de Madagascar. Mai 2016. MEP, WAVES.
- 6^{ème} rapport national biodiversité – CBD
- Liste rouge des plantes vasculaires endémique de Madagascar ; 2011. Groupe des spécialistes des plantes de Madagascar.

Données socio-économiques

- Madagascar – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Janvier 2025
- PRERAD. L'Agriculture de Madagascar : évolution, chiffres clés et défis. Janvier 2023.

Stratégies nationales

- DECRET-2025-080-ESS-MECIE, Madagascar
- Politique de sauvegardes environnementales et sociales pour Madagascar et stratégie de Mainstreaming de cette politique. 2024.



MAURICE

Biodiversité

- National Biodiversity Strategy and Action Plan 2017-2025
- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.mauritian-wildlife.org/>
- <https://edbmauritius.org/fr/blue-economy>
- <https://ferney.mu/fr/blog/guide-des-oiseaux-endemiques-de-lile-maurice/>

Données socio-économiques

- Maurice – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Novembre 2023
- PRERAD, 2020. L'Agriculture de Maurice : évolution, chiffres clés et défis
- ESA SoPACA Country Profile – Mauritius. 2020. IUCN
- Profil de la pêche par Pays – Maurice. 2015. FAO.



SEYCHELLES

Biodiversité

- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.capmad.com/fr/news/developpement-durable-fr/protection-des-ecosystemes-une-politique-pionniere-pour-le-carbone-bleu/>
- <https://macec.gov.sc/>
- <https://seyccat.org/#>

Données socio-économiques

- Fiches pays – Seychelles. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- PRERAD, 2020. L'Agriculture des Seychelles : évolution, chiffres clés et défis

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



COMORES

Biodiversité

- 6^{ème} rapport national pour la biodiversité – CBD. 2019
- Stratégie nationale et plan d'action pour la conservation de la diversité biologique. Déc. 2020. Ministère de la production et de l'environnement.
- Diversité des écosystèmes terrestres de La Grande Comores et invasion par les plantes introduites : état des lieux, régénération sur coulées de lave et comparaison avec les îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Thèse. Juillet 2021. Cirad, Université de la Réunion.
- Evaluation des ressources forestières mondiales – Comores. 2020. FAO
- Changements de la couverture forestière dans l'île d'Anjouan entre 1995 et 2014. Spatial Analysis and GEomatics conference, SAGEO 2015, Nov 2015, Hammamet, Tunisie. Guy Boussougou Boussougou, Yao Télesphore Brou, Ibrahim Mohamed

Données socio-économiques

- Fiches pays – Comores. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- Status Report: Marine ecosystems, fisheries and socio-economic context of Anjouan, Comoros. Feb 2018. Blue Ventures.
- Ecosystèmes marins, pêche et contexte socio-économique d'Anjouan. Mai 2018. Dahari, Blue Ventures.
- 2030 Plan Comores Emergent



RÉUNION

Biodiversité

- La biodiversité à la Réunion à travers 20 indicateurs. 2017. DEAL Réunion
- Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée. Octobre 202. Insee Analyses La Réunion n° 64.
- Réunion – Espèces exotiques envahissantes. 2019. Agence française pour la biodiversité.

Données socio-économiques

- PRERAD, 2020. L'Agriculture de la Réunion : évolution, chiffres clés et défis
- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



MAYOTTE

Biodiversité

- Proposition pour une Stratégie biodiversité en vue d'un développement durable de Mayotte. 2013. UICN Comité français
- Flore menacée de l'île de Mayotte : importance patrimoniale et enjeux de conservation. Revue d'écologie, 2012, Sup11, pp.15-28. Fabien Barthelat, Guillaume Viscardi.

Données socio-économiques

- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
- Profil d'écosystème Océan Indien Mayotte. Oct 2016. Initiative européenne BEST et consortium BEST II (financements UE).